

Israël ou la situation de tous les dangers

lundi 16 octobre 2023, par [Jacques COTTA](#)

La situation qui se joue sous nos yeux au moyen-orient est tragique. Le décompte macabre donne l'ampleur du drame humain. Plus de 1.400 personnes, surtout des civils, dont des enfants, ont été tuées en Israël dans l'attaque déclenchée à l'aube du 7 octobre par des commandos du Hamas. Dans la bande de Gaza, 2.450 personnes au moins, dont des centaines d'enfants, sont tombées dans les frappes de représailles israéliennes qui ont dévasté des quartiers entiers. Plus d'un million de personnes auraient été déplacées, dans l'attente d'une offensive terrestre. L'enclave est privée de tout ravitaillement et d'énergie. Plus de 150 otages israéliens seraient aux mains du Hamas et 22 auraient déjà péri sous les bombes qui pleuvent sur Gaza.

A propos du Hamas

Le point de départ de cette situation est donc la décision du Hamas de lancer ses commandos de la mort le 7 octobre sur le territoire israélien.

En France le débat s'est cristallisé, notamment après la position exprimée par la **FI et Jean Luc Mélenchon**, sur le fait de savoir si le Hamas devait être qualifié de terroriste ou pas. Les « puristes » peuvent débattre à loisir sur le fait de savoir s'il s'agit « **d'agression, de crime de guerre, de crime contre l'humanité ou encore de génocide** », les quatre crimes reconnus en droit international. Mais nul ne pourra nier que le Hamas a voulu semer la terreur, en frappant indistinctement femmes, enfants, vieillards et militaires rencontrés sur son passage.

En réalité le débat sous-jacent porte sur la qualification du Hamas. Pour une partie de la gauche et une grande partie de la FI —la caricature étant offerte par le NPA— le Hamas représenterait une aile de la résistance palestinienne, et à ce titre ne pourrait être condamné en tant que tel.

Voilà pourquoi nous avons assisté à ce débat assez secondaire sur l'opportunité de qualifier de terroristes des bandes armées qui sèment la terreur, commettent et revendiquent des crimes à ciel ouvert.

Hamas et islamisme

Le Hamas est lié aux **frères musulmans** assez actifs dans l'hexagone, notamment dans des départements où la FI raffle la mise, comme en Seine-Saint-Denis. Le souci électoral conduirait-il logiquement à l'indulgence ?

D'un autre côté la volonté de la **Macronie**, du **RN** ou encore de **Ciotti** et de ses quelques amis, de s'acharner sur le terme de terroriste, outre les préoccupations là aussi électorales, vise la restriction des libertés, l'établissement d'un climat où l'état d'urgence devient l'état permanent.

Sur le fond, la questions se pose pourtant simplement, et c'est cela qui rend la position de la gauche indéfendable.

Les crimes commis par le Hamas en Israël n'ont rien à voir avec « la cause palestinienne » mais sont ceux d'une organisation islamiste soutenue internationalement par l'Iran qui a pris les palestiniens de la bande Gaza en otage, notamment pour servir les intérêts iraniens en tentant d'entraver les rapprochements entre Israël et l'Arabie Saoudite.

Le Hamas n'est en rien défenseur des palestiniens mais en est le tortionnaire.

Les palestiniens, doublement victimes

Ainsi, les palestiniens sont doublement victimes. Victimes des islamistes qui parlent en leur nom et qui se servent d'eux pour justifier leurs actes terroristes. Victimes de la politique de la droite israélienne qui annexe les territoires, qui viole les résolutions de l'ONU, et qui s'approprie les terres distribuées aux colons.

Le Hamas n'a que faire des territoires occupés.

Les actes barbares qu'il a commis et revendiqués exposent les deux millions de palestiniens de la bande de Gaza aux représailles israéliennes.

En réalité le Hamas s'affirme comme le principal allié de la droite et de l'extrême droite israélienne. La situation ouverte par le Hamas ne peut que ressouder les israéliens dans l'union nationale au moment même où le premier ministre Benyamin Netanyahu est menacé.

Ce sont une fois de plus les populations civiles, israéliennes et palestiniennes, qui sont amenées à payer le prix de la situation qui mène si cela va à terme à des milliers, des dizaines, voire des centaines de milliers de morts à Gaza.

Cette situation est analysée et exposée dans nos colonnes notamment dans l'article de Denis Collin ["Attaque du Hamas contre Israël, une situation d'une extrême gravité"](#).

Pour éviter le pire, y a-t-il une autre solution que le désarmement des islamistes du Hamas, l'arrêt de la colonisation de la Cisjordanie, et un cessez le feu qui épargne les populations civiles ? C'est ce que la voix de la France devrait exprimer, mais dans ce domaine comme dans bien d'autres, la France a-t-elle encore une voix pour s'exprimer de façon indépendante et souveraine. [La tiers-mondisation de la France](#) touche tous les domaines, sa politique internationale au premier plan.

Questions incontournables

Les heures qui s'annoncent sont noires. Et ceux qui cherchent à choisir entre **l'extrême droite israélienne**, la dédouanant ainsi de ses responsabilités historiques, et **les islamistes fascisants** du Hamas, les drapant dans les habits de libérateurs palestiniens, feraient bien de s'interroger sur quelques questions basiques dont les réponses pourraient bien illustrer une certaine complicité.

Le gouvernement Netanahyu était prévenu depuis une dizaine de jours des préparatifs du Hamas dans la bande de Gaza. Pourquoi cela n'a-t-il pas suscité les mesures de protection minimales des populations israéliennes ?

Les services secrets israéliens passent pour les meilleurs du monde. Est-il vraisemblable que dans la bande de Gaza ils n'aient eu aucun relai susceptible de les alerter ?

La garde israélienne a baissé le jour des attentats, pourquoi ?

Comment se fait-il que le Hamas ait choisi de commettre ses crimes alors que le gouvernement d'Israël se trouvait en grande difficulté, remis en cause par les israéliens eux-mêmes, alors que la terreur semée sur le territoire israélien ne pouvait que ressouder momentanément le peuple israélien derrière ce gouvernement ?

En plus de l'Iran, à qui profitent les crimes ?

Il ne s'agit que de faits indiscutables et toute accusation en complotisme serait vraiment mal venue...

Jacques Cotta

Le 16 octobre 2023